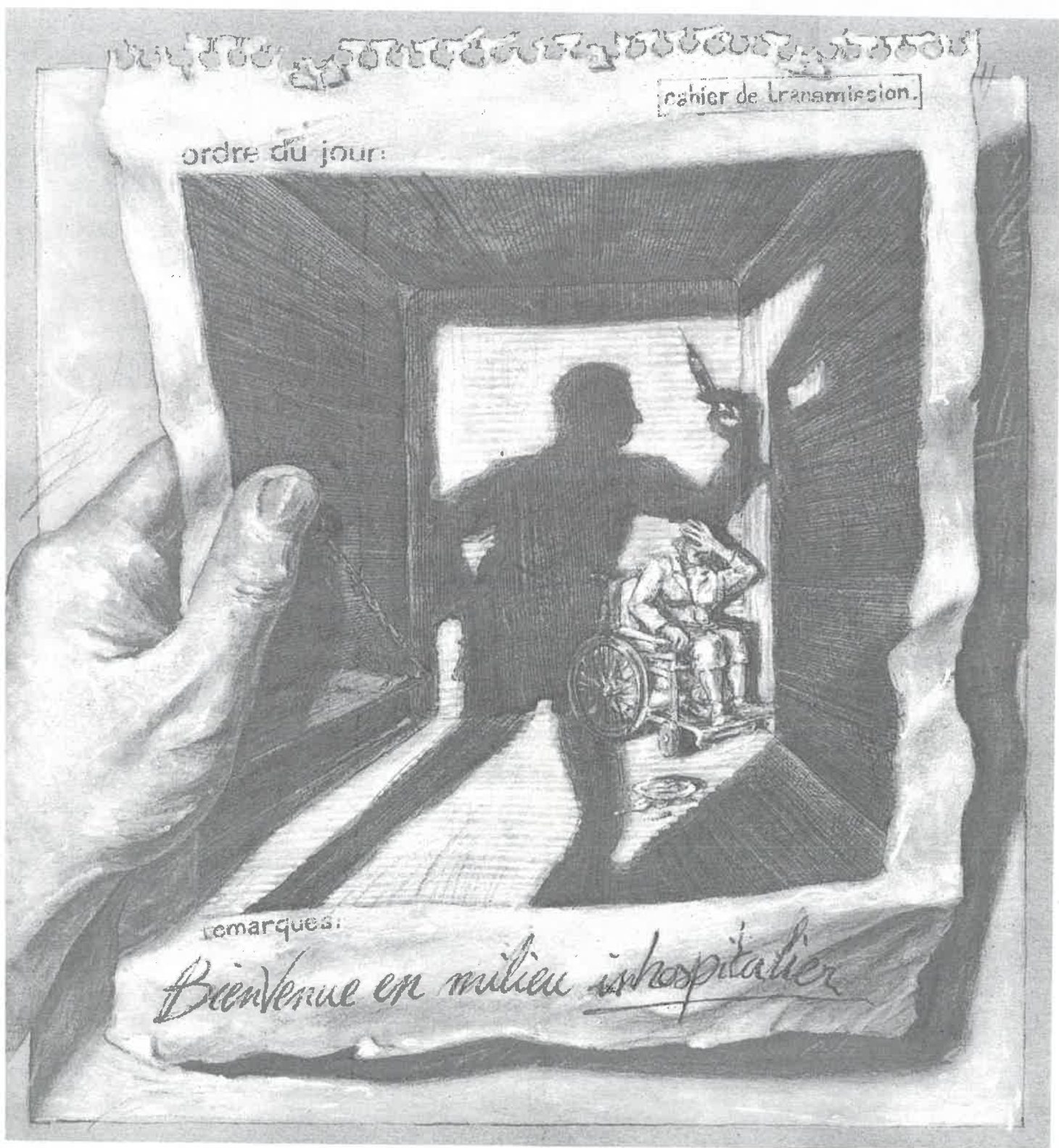


La lettre du C.D.E.S.
I.S.S.N. 1240-0009 C.P.P.A.P. 72171
BULLETIN DU RESEAU

Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
section de l'Association Internationale des Travailleurs

Numéro 59 Septembre-Octobre 1999 10 francs



ADRESSES

**Association
Internationale
des Travailleurs:**
A.I.T., apartado 4141
18080 Grenade-Espagne
Fax: (958) 28 89 92

**Confédération
Nationale
du Travail:**

Le Bureau Confédéral est
l'agent d'exécution et de liaison
de la C.N.T., pour tout contact sur
le plan national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P. 2010
14 019 CAEN CEDEX 6

Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la C.N.T.
Elles regroupent les divers syndicats
d'une zone géographique. Pour tout
contact dans une région s'adresser
au secrétariat de l'U.R. concernée:

U.R. Centre:
C.N.T., B.P. 1303
37013 Tours Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Aquitaine:
C.N.T., B.P. 16
24650 Chancelade
(Secrétariat Régional)

U.R. Midi-Pyrénées:
C.N.T., B.P. 158
82001 Montauban Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Méditerranée:
C.N.T.
9, rue Duchalmeau
66000 PERPIGNAN
(Secrétariat Régional)

U.R. Normandie:
C.N.T., B.P. 664,
76008 Rouen Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Paris & Nord:
C.N.T.,
C.T.C. 151 rue Dejean
80060 Amiens Cedex 09

U.R. Est:
C.N.T., C/O C.E.S.L. B.P. 121
25014 Besançon Cedex

En Rhône-Alpes:
C.N.T., B.P. 223, 38405
St Martin d'Heres Cedex

Incorrigibles politiciens

Emma Bonino et Marco Pannella faisant ami-ami avec le Front National, Cohn-Bendit avec les ultra-nationalistes flamands, Arlette Lagillier et Alain Krivine avec les staliniens allemands... Ce n'est pas un cauchemar. C'est la sinistre réalité. C'est la conséquence logique et misérable des dernières élections européennes. C'est une preuve supplémentaire, s'il en fallait, de la corruption intellectuelle et morale des politiciens.

Pour comprendre le pourquoi de la chose, il suffit de savoir que, si ce ne sont pas les avantages qui manquent aux députés européens, ils peuvent en obtenir encore plus. Comment ? en s'inscrivant dans un groupe parlementaire. Pas de problème pour ceux des grosses formations, comme les socialistes : ils sont assez nombreux pour former leur propre groupe. Mais les élus des petits mouvements se trouvent devant ce choix : rester "non inscrits" ou bien obtenir encore plus de prébendes en fusionnant avec d'autres élus dans un groupe commun. Face à ce choix cornélien, les verts, les trotskistes, les radicaux italiens et les gauchistes de tous poils n'ont pas hésité une seconde. Et ils ont dévoilé leur vraie nature.

Reprenons. Vous n'avez pas pu échapper à Emma Bonino : presque tous les soirs, elle vous expliquait au journal télévisé, en tant que commissaire européenne, qu'il fallait se battre contre Milosevic parce que c'est un fasciste, et qu'avec les fascistes, on ne discute pas, on leur envoie les bombes de l'OTAN sur la gueule. Fort bien. Sitôt élue, avec qui Emma Bonino cherche-t-elle à faire un groupe ? Avec Le Pen et le Front National ! Non, Emma n'a pas pété les plombs : Marco Pannella, le Cohn-Bendit italien, et les autres élus de sa liste radicale étaient tout à fait d'accord avec elle. L'affaire a capoté, mais ce n'est pas l'intention qui manquait ! Parlons des Verts français maintenant. Eux qui soit disant soutiennent les immigrés et veulent l'abolition des frontières, avec qui trouvent-ils à s'associer ? Avec le bloc nationaliste flamand, quelque chose qui est à peu près à la Belgique ce que le F.N. est à la France. Quant aux trotskistes qui font profession d'anti-stalinisme, c'est dans le groupe présidé par Francis Wurtz, ex-secrétaire de Marchais, qu'on les retrouve, aux côtés de résidus du parti communiste de l'ex-R.D.A., un des P.C. les plus cruellement et les plus longuement staliniens d'Europe.

Incorrigibles politicards ! Ils sont prêts à toutes les compromissions, à toutes les manœuvres pour prendre ou garder le pouvoir. Et ce n'est pas fini : le plus immonde est à venir. Les politiciens les plus vicieux ont en effet compris que les étiquettes "verte", "radicale", "gauchiste"... risquaient de ne pas attirer beaucoup de voix aux municipales. Le remède est tout trouvé : on susurre déjà ici et là qu'ils auraient l'intention de se présenter sous l'étiquette de "libertaire" ! On lit déjà dans la presse bourgeoise que tel politicien serait "libéral-libertaire", ou même "libertaire" tout court. Et on commence à entendre dans les milieux militants le vieil air du "municipalisme libertaire" dans une version nouvelle que l'on croirait écrite par l'honorable parlementaire Bonino sur une musique de l'honorable parlementaire Cohn-Bendit.

Nous savons trop comment tout ceci commence et comment tout ceci finit. Aussi, rappelons aux interprètes de ce chant des sirènes que, par définition, un libertaire refuse de collaborer avec l'appareil d'Etat. Que l'échelon de cette collaboration soit européen, national, régional, départemental, ou communal n'y change rien. Qui se présente sous l'étiquette libertaire n'est pas un libertaire. C'est un escroc.

Maurice

Les bavures policières ponctuent l'actualité quotidienne, s'incrutant presque dans la banalité du quotidien. Pourtant, derrière chacune d'elles, se nouent des drames humains et sociaux. C'est une bien étrange fatalité qui touche systématiquement ces jeunes, issus des cités et des quartiers les plus défavorisés. Le cas de Michel Hicham Gutsche est malheureusement caractéristique de cette "malédiction" qui pèse sur les classes les plus pauvres.

Pour comprendre les enjeux de cette affaire, il faut faire un peu de géographie sociale : le département de l'Yonne, en région bourguignonne, est un département à vocation essentiellement agricole. C'est un département riche (le 5ème en France en terme de revenu agricole, avec une moyenne de plus de 300 000 F annuels par agriculteur !), du fait du vin et des grands céréaliers. La préfecture, Auxerre, est une petite ville bourgeoise qui vit sur son lustre passé. A part le foot, les activités sont plutôt réduites. De toute façon, cette bourgeoisie grisonnante et catholique, qui domine la ville dans ses hôtels particuliers, s'en moque bien. Ils n'en ont pas besoin, eux, ils ont ce qu'il faut, avec leurs résidences secondaires à la mer et à la montagne. Certes, il y a bien quelques usines, de métallurgie notamment. Les ouvriers sont littéralement parqués à la périphérie de la ville, ou dans de véritables villes dortoirs, complètement isolées dans un désert agricole. C'est le cas de Migennes, nœud ferroviaire à 20 km de là.

Mais à Migennes aussi, la division géographique traduit la division sociale. Ainsi, le centre et la basse ville, avec leurs petits pavillons, regroupent commerçants, classes moyennes et prolétaires blancs, alors que sur les hauts de la ville s'érigent les tours des cités des plus exploités parmi les exploités, immigrés dans leur très grande majorité.

Michel et sa famille habitent à Migennes depuis 17 ans. Et comme Michel allait avoir 21 ans, il était parfaitement intégré dans la société "française", tout comme ses frères et sœurs. Mais Michel est

d'origine marocaine. Dans la Bourgogne bien pensante, c'est comme être pestiféré. Cela signifie, par exemple, que dès l'âge de 14 ans, vous risquez d'être arrêté et emmené au poste pour vol de pommes dans un verger ! Même si ce n'est pas vous. Avec injures racistes en supplément ! Quand à 14 ans vous vous faites traiter de négro, qu'on vous dit de rentrer dans votre pays, ça augure assez mal de l'avenir qu'on vous réserve.

Michel vivait de petits boulots, comme tous les jeunes. Il avait même passé un diplôme de serveur en Angleterre, le nouvel Eldorado que nous vantent tous les journaux ! Pour une petite incartade (avoir trouvé abri une nuit dans une propriété inoccupée), il se retrouve à la maison d'arrêt. Nous vous laissons imaginer l'ambiance dans cette prison, quand on sait qu'il y a parmi les matons une section du syndicat FPIP, organisation qui trouve Le Pen trop laxiste, et dont les dirigeants ont été mis en prison suite à des attentats terroristes contre des foyers d'immigrés.

Michel, qui avait déposé une demande d'appel, pensait être libéré prochainement. Il sortira de la prison dans le coma, pour décéder

quelques heures plus tard à l'hôpital.

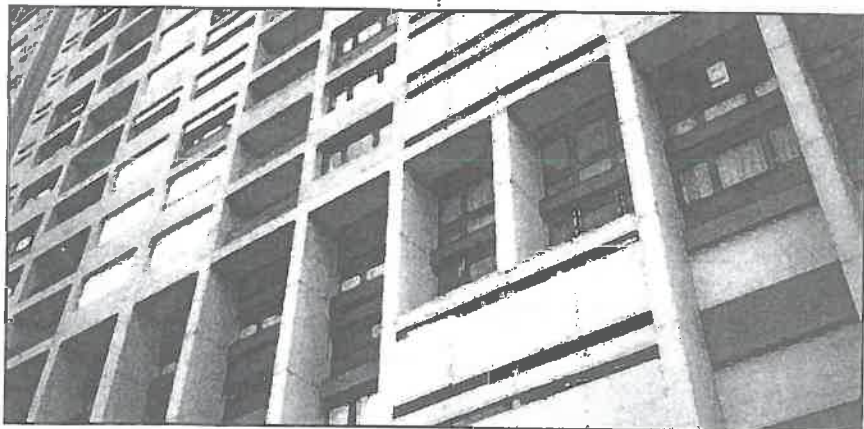
Pour l'administration pénitentiaire et pour l'institution judiciaire, l'affaire est simple : c'est un suicide par pendaison. C'est d'ailleurs ce que le substitut du procureur annonce à ses parents, dans le couloir du palais de justice, entre deux portes. Les immigrés seraient-ils des chiens, pour qu'ils ne méritent pas qu'on les reçoive dans un bureau pour leur annoncer un tel drame ?

Toutefois, selon la famille qui a vu le corps, il n'y a pas de trace de strangulation, mais juste un hématome derrière le crâne. D'autres faits troublants viennent s'ajouter : des permissions et des visites de détenus sont annulées. Aurait-on peur qu'ils témoignent de ce qu'ils ont vu ou entendu ? La famille subit des pressions pour enterrer la dépouille... et l'affaire avec !

Pendant ce temps, les institutions de l'Etat (prison, hôpital, police, justice ...) restent muettes. Près de deux semaines après la mort de Michel, les résultats officiels de l'autopsie ne sont toujours pas connus au moment où cet article est rédigé. Si l'affaire était aussi évidente que l'affirme l'administration, pourquoi tarder autant à rendre ses résultats publics ?

Il a fallu que la famille et les amis de Michel organisent une marche silencieuse pour que le procureur reçoive enfin la famille à Auxerre.

SUITE AU VERSO



SUITE DU RECTO

Pourtant, à la fin de ce rassemblement, qui a réuni 200 personnes de Migennes, St Florentin ou Joigny, principalement des communautés maghrébines et turques, les manifestants voulaient, eux aussi, se rendre à la préfecture, et avaient négocié leur voyage en train avec le chef de station. À peine parti, le train stoppa brutalement, pour être pris d'assaut par des CRS, inondant les wagons de gaz lacrymogènes, matraquant des passagers, certains sortant leur arme et mettant en joue des femmes et des enfants ! Les événements qui ont suivi en ville - par ailleurs d'une portée très minime - ont finalement conforté la bourgeoisie locale : il ne s'agissait plus d'immigrés qui s'organisaient pour réclamer la vérité et la justice, dans le calme et la dignité. Il s'agissait bien d'un rassemblement de "racailles" venues pour saccager. Comme cette grille de lecture est rassurante et comme elle évite - d'avoir à réfléchir ! Pourtant, ce qui est frappant dans les discussions au pied des immeubles, avec la famille et les amis de Michel, ou même lors du dialogue avec le Maire pendant le rassemblement, c'est l'extrême lucidité de ces jeunes sur leur situation. Ils font preuve d'un sens politique qui étonnerait bien de ces journalistes bavasseux, tout juste bons à les traîner dans la boue. Eh oui, on peut être jeune, "arabe" et réfléchir !

Il se pourrait bien, dès lors, que pour sortir du constat d'impuissance actuel, pour sortir du cercle provocation / répression, certains comprennent que l'union fait la force. À notre sens, c'est d'ailleurs bien ce que voulait empêcher la police en bloquant le train des manifestants à Migennes. Il fallait empêcher qu'ils aillent à Auxerre, où les pauvres de la ZUP auraient pu les rejoindre...

Philippe

Pour tout contact, écrire au journal qui transmettra.

Le 18 août 1999 Christian, un plombier de 50 ans, décédait, électrocuté par une lampe halogène sur un chantier rue de Périole. Quelques jours avant, Bogdan, d'origine polonaise, se suicidait, fou de désespoir de ne pouvoir obtenir des papiers. Puis, un autre sans papier était écrasé sur un chantier. Trois morts en à peine un peu plus d'une semaine dans une seule ville, c'est ça, la véritable insécurité. L'exploitation et le racisme en sont les causes.

A Toulouse, depuis le Pont Neuf, le promeneur aime longer les quais de la Garonne. Ces quais roses si authentiquement toulousains que l'administration municipale, dans sa borgne clairvoyance, destinait autrefois aux tristes sorts d'une voie rapide. Puis il arrive au quartier étudiant de Saint Pierre, avec ses cafés de bruits et de lumières, et là, s'il prend la rue Valade, il quitte la poésie pour les berges du droit.

La transition est sans nuance : administrations, université de droit et autres sciences de robins, cité administrative, blocs de bétons abritant des paperasses se succèdent. Ce quartier tout en aridité architecturale est un haut lieu de la règle. Et, l'oisif d'un moment qui suit cet itinéraire pense que la justice prospère dans la transparence et la clarté de cet oasis de rigidité. Il y ressent certes une laideur pesante, mais il la compare aux bienfaits de ne pas évoluer dans une zone dite de non droit (comme au Mirail par exemple) et à la "sécurité" que cela inspire.

Qu'il se détrompe vite, l'ordre des choses n'y est qu'apparence. Dans ce quartier du "droit", un homme a perdu la vie en vivant dans des conditions de non droit au vu et au su de tous. Cet homme est mort en plein jour le vendredi 20 août 1999 de façon atroce, la tête broyée par un engin de levage, tout lentement. Les conditions qui ont conduit à cette mort étaient ses conditions de travail.

Non déclaré et exploité, engagé par une entreprise de maçonnerie en sa qualité de maçon, ce maghrébin a du un jour demander des papiers. On l'imagine affronter un de ces fonctionnaires respectueux de l'ordre et méprisant pour la personne humaine, et être jugé inapte à vivre en France mais bon à mourir pour elle. Puis il s'est livré à la cupidité d'un entrepreneur, qui est parti en voyage le jour de l'accident. Comme son visage est resté décalqué sur son instrument de travail dans un chantier insalubre, ("Un chantier d'ailleurs très discret où ni le nom du promoteur, ni celui du propriétaire, ni ceux des entreprises chargées de réaliser les travaux ne sont mentionnés sur le panneau légalement prévu à cet effet", note le journal local), on ne connaîtra jamais avec certitude sa véritable identité.

Dans les quartiers populaires, où il devait vivre, les syndicats de gauche s'empressent de dénoncer l'insécurité, et dès que le moindre contrôleur se sent outragé par des gamins, il y a la grève contre l'insécurité, souvent contre la population, une population de travailleurs.

Mais pas la moindre grève pour ce maçon. Pas un communiqué, pas un message de sympathie de la part des syndicats, car nous sommes dans le quartier du droit et de l'ordre administratif. Une victime qui n'a pas de nom, des camarades de chantiers aussi discrets qu'anonymes, qui fuient à l'arrivée des secours (et on comprend pourquoi) ... la bourgeoisie peut dormir tranquille et continuer ses petites affaires immobilières véreuses : il n'y aura pas de scandale, un sans-papiers, ça se tait et ça crève.

Promeneur et lecteur, si un jour tes pas te mènent jusqu'à la rue Ville d'Avray, derrière la cité administrative, ne cherche ni plaque, ni fleurs en mémoire de cet inconnu, souviens-toi de t'organiser et serre les poings.

C.N.

EN DEHORS DE L'IMPRESSION
LE C.S. EST RÉDIGÉ ET RÉALISÉ À TITRE
MILITANT PAR DES ADHÉRENTS DE LA CNT,
CHÔMEURS OU SALARIÉS APRÈS LEUR
JOURNÉE DE TRAVAIL.

La Maison Départementale de Mindin (MDM), sur la commune de Saint Brévin, en Loire Atlantique, est un établissement de la fonction publique territoriale à caractère médico-social. Située à l'estuaire de la Loire, c'est le plus gros employeur de la région du Pays de Retz.

L'établissement est situé à l'entrée de la commune, à proximité d'une décharge et d'un camp pour gens du voyage. En aval, Saint Brévin les Pins, habité en grande partie par les employés de l'hospice, puis Saint Brévin l'Océan, vivant du tourisme. Malgré les 1000 handicapés vivant sur la commune, la circulation est dangereuse et la voirie inadaptée, surtout dans le secteur de Mindin, où par exemple, les trottoirs sont trop étroits pour les fauteuils roulants... Anciennement Lazaret, puis Hospice jusqu'en 1998, la Maison Départementale de Mindin a accueilli jusqu'à 1200 handicapés et employé à peu près autant de personnes. Jusque dans les années 1970, la différenciation entre employés et malades n'était pas très nette, les personnels logeant dans l'établissement avec leurs familles et les handicapés participant au fonctionnement de celui-ci. Beaucoup d'adultes, pourtant gravement handicapés, évoquent encore souvent les enfants dont ils avaient la charge. D'autre part, il semble que les emplois, à Mindin, étaient souvent occupés par ce qu'on appellerait aujourd'hui des "cas sociaux" (alcool). Pour résumer, plusieurs personnes m'ont rapporté, au cours d'une enquête dans la région : "Quand tu n'étais pas bon pour travailler à la SNIAS ou aux chantiers, tu pouvais aller travailler là". Cependant, il ressort aussi des témoignages que, malgré cette situation, bien des bonnes volontés ont tenté d'apporter chaleur et humanité dans cet univers difficile.

Il est important aussi de signaler que cet hospice acceptait

toute personne, quel que soit son handicap, de la naissance à la mort. Vivaient donc sur ce lieu, en quasi autarcie, des familles d'employés, de la direction, des religieuses (il n'y en a plus aujourd'hui) et des malades mentaux : des personnes souffrant de troubles très légers et d'autres, très lourdement atteintes ou poly-handicapées. Le site s'est progressivement ouvert et le personnel a cessé de résider sur les lieux, mais la plupart habite maintenant dans les environs immédiats. Il reste que ce personnel est composé d'individus très proches : voisins, parents, conjoints, enfants... Jusque dans les années 1980, le personnel spécialisé était quasi inexistant : quelques passages de médecins généralistes ou psychiatres, quelques infirmiers et aides soignants. Difficile de savoir quels ont été les critères retenus pour les postes à responsabilité : chefs de services, surveillants, directeurs... Il court des rumeurs étonnantes sur le sujet. Peu à peu, on a formé du personnel hors site et sur site en ce qui concerne les aides soignants, les aides médico-psychologiques et les moniteurs éducateurs.

J'ai été embauchée comme aide médico-psychologique en 1992 à la MDM. Quatre psychologues, des éducateurs, du personnel spé-

"Embauchée comme aide médico- psychologique"

cialisé travaillaient déjà dans l'établissement, composé d'une trentaine de pavillons. Certains de ces pavillons n'étaient que des taudis délabrés aux grandes salles moisies, mal chauffées et très sales. Ces secteurs ne recevaient aucune visite de l'encadrement, médecins, surveillants et psychologues pénétrant rarement dans ces pavillons et encore, ne s'aventuraient-ils qu'à quelques mètres de l'entrée, ou dans le bureau. Ce qui servait de loge-

ment aux handicapés n'était pas visité. Dans ces pavillons vivaient les handicapés les plus lourds : les plus "bas niveaux". Résultat : côté personnel, on fait valoir sa carte syndicale, sa relation avec la hiérarchie, son diplôme... pour être employé dans les "bons services", c'est à dire avec les "meilleurs niveaux".

J'entrai donc le 21 décembre 1992 dans la "salle de vie" du pavillon des Courlis où j'étais affectée. Une vingtaine de jeunes femmes déambulaient dans la pièce ; elles se bousculaient un peu lorsqu'elles se rencontraient, les plus craintives ou les plus mal portantes restaient au sol pour ne pas être renversées. Certaines semblaient vouloir exprimer quelque chose, d'autres se protégeaient le visage de leurs bras dès que quelqu'un s'approchait d'elles. Toutes attendaient les seuls moments satisfaisants de la journée : les repas. Dans l'office, les employés conversaient, jouaient aux mots croisés, ou renouvelaient sans fin les mêmes farces (envoi d'eau dans le cou, chaises mouillées...). Il fallait tout de même surveiller l'arrivée improbable d'un éventuel supérieur hiérarchique... Malgré ce spectacle affligeant et les nombreuses histoires qui se racontaient (personnel

SUITE AU VERSO



SUITE DU RECTO

venant faire acte de présence le matin et partant à la pêche, ouvrier surpris culotte baissée dans les toilettes avec une malade, dent d'un pensionnaire cassée à coups de poings, malades enfermés dans des sacs à linge sale qu'on faisait tourner, coups sur les verges des pensionnaires s'ils avaient une érection sur la chaise percée...), j'envisageais de faire mon travail, avec la crainte de ne pas être à la hauteur : on m'avait tant enseigné sur les méthodes éducatives ! Je profitais des pauses interminables pour accompagner les handicapés. Dans ce pavillon, les cas étaient lourds, les femmes ne possédaient pas le langage, la relation passait par les gestes autant que par les mots, qui se voulaient rassurants... Je tentais en particulier de rassurer certaines femmes qui étaient sur la défensive et se repliaient à la moindre approche. Je vidais les seaux hygiéniques et tirais les chasses d'eau, car les lieux étaient très peu visités et entretenus par le personnel. Je pensais en cela être suivie par des collègues. Non seulement ce ne fut pas le cas, mais j'observai des moqueries, puis, lorsque je commençai à exprimer ma désapprobation sur le travail (ou le non travail), je dus subir beaucoup de mesquineries : changements d'horaires, pertes d'objets, réflexions en tous genres.

**"En six ans,
j'ai travaillé dans six
services"**

Je demandai à la hiérarchie (psychologues, surveillants) de venir constater mes observations. Je dus subir encore plus de réactions de la part de mes collègues. Pourtant, la hiérarchie n'ignorait pas la véracité de mes affirmations, et sentant la situation très tendue, ordonna ma mutation dans un autre service de femmes, nettement moins handicapées.

En six ans, j'ai ainsi travaillé dans six services très différents. Dans l'établissement, les personnels ne changent guère plus de 2 ou 3 fois de service dans toute leur carrière. Mais mes transmissions consignées dans les cahiers prévus à cet effet dans chaque service n'ont jamais été supportées par mes collègues. Il faut dire que ces cahiers étaient plutôt vides, montrant le peu de temps passé à s'occuper des handicapés.

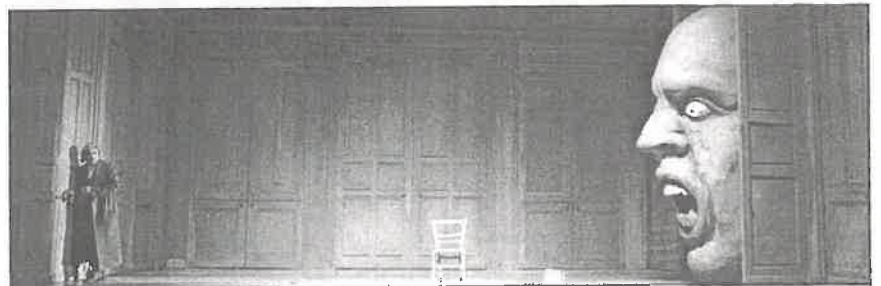
J'entrai donc au service des Fauvettes en septembre 1993. J'avais été acceptée pour une formation de monitrice éducatrice à l'Institut du travail social de Tours. Aux Fauvettes, les femmes étaient moins victimes de négligence que de violences physiques (fessées sur des personnes de 40 ans, seaux d'eau jetés, gifles, cheveux tirés...). L'institut de formation nous demandant des observations sur notre pratique, je crus pouvoir être entendue et épaulée. Hélas, on me fit comprendre qu'il était anti-professionnel de dévoiler ces pratiques, la formation ayant pour but de développer chez les éducateurs "l'esprit de corps". Un seul formateur s'émut de mes observations, mais on lui fit comprendre qu'il n'était pas dans son rôle d'aider une élève qui n'entrait pas dans la norme (il faut dire que la MDM fournissait généreusement en élèves cet institut). Au moment de l'examen de validation de ces années de formation, un membre du jury, assistante sociale, me dit que ce que j'écrivais était très grave. J'estimais en effet que mes observations mentionnaient des faits graves qui auraient dû faire l'objet d'enquêtes. Je me trompais : mes écrits étaient

trop graves pour moi, ma validation fut refusée.

Lors de mon affectation, en juin 1994, au service des Colombes, considéré comme une des vitrines de Mindin, je fus retenue au bureau du directeur des ressources humaines de 8h45 à 12h30. En présence d'une surveillante, le directeur déplora des dysfonctionnements au sein de l'établissement, mais selon lui, il ne pouvait jamais intervenir car les syndicats étaient trop forts. Aux colombes, un éducateur me présenta les malades comme des "pervers et fachos", qu'il convenait de punir. Personne, parmi le personnel présent, ne contesta. J'envoyai une lettre relatant ces faits au psychiatre et à la psychologue, sans réaction. J'acceptais mal les réprimandes et le mépris envers les malades, et le personnel obtint une fois de plus mon éviction.

Au service des Peupliers était hospitalisé un jeune homme, dont la mère a porté plainte quand elle s'aperçut, un week-end, que le slip de son fils était taché de sang. Réponse de l'établissement : le jeune l'avait cherché, il avait droit à une vie sexuelle, et s'il n'était pas content, il n'avait qu'à porter plainte lui-même. Les plaintes sont rarissimes envers l'établissement : un grand nombre de handicapés sont placés sous la tutelle de l'établissement lui-même, beaucoup n'ont pas de famille ou ne la voient pas, les familles préférèrent ne pas se mettre en mauvais termes avec l'établissement ((il n'y a pas beaucoup de places ailleurs pour les personnes lourdement handicapées), enfin, la plupart des handicapés ont de grosses difficultés à s'exprimer.

SUITE PAGE 7





DATES A RETENIR :

- ✓ **VENDREDI 1er OCTOBRE - TOULOUSE**
Débat à bâton rompu : militer dans le secteur de la santé. 20 h 30, au local.
- ✓ **SAMEDI 9 OCTOBRE - MONTAUBAN**
Débat public : Le monde agricole et l'agroalimentaire. 14 h 30 - Maison du Peuple.
- ✓ **SAMEDI 16 OCTOBRE - JOURNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE ET DE LUTTE AVEC LES TRAVAILLEURS DE MAC DO**
A Toulouse, rendez-vous au local à 13 h 00 pour une action. Interventions également à Foix et Montauban.
- ✓ **MARDI 19 OCTOBRE - BLAGNAC**
Table ouverte - contractuels en lutte.
- ✓ **MERCREDI 10 NOVEMBRE - MONTAUBAN**
Meeting de l'A.I.T., 20 h 30, Maison du Peuple
- ✓ **VENDREDI 12 NOVEMBRE - TOULOUSE**
Meeting de l'A.I.T. : La situation sociale dans le monde - 20 h 30 - probablement Salle des Allées de Barcelone.
- ✓ **LUNDI 15 NOVEMBRE - FOIX**
Meeting de l'A.I.T. (sous réserve).

POUR PRENDRE CONTACT AVEC LA CNT-AIT

- Le Secrétariat Régional est assuré par Montauban
- **TOULOUSE : CNT-AIT, 7 rue St REMESY, 31000.**
Tel et fax : 05 61 52 86 48
La CNT-AIT, le CDES, les Jeunes libertaires tiennent une permanence le samedi de 17 à 19 heures. Vous pouvez librement nous rencontrer, discuter, vous informer sur les luttes et les actions en cours, consulter la bibliothèque ... Vous pouvez également participer au débat à bâton rompu du 1er vendredi de chaque mois à 20 h 30 ... ou nous rencontrer à la table de presse du marché St Semin (le dimanche matin), ou à celles des ANPE ou Resto U.
- **MONTAUBAN : CNT-AIT, B.P. 158, 82001 Montauban Cédex.**
Table de presse chaque samedi de 10 à 12, marché Prax-Paris. Débat public le 2ème samedi de chaque mois, 14 h 30, Maison du Peuple (sauf en novembre).
- **FOIX : CNT-AIT, 1 rue des GRANDS DUCS, 09000.**
- **QUERCY-ROUERGUE :** Ecrire au Secrétariat régional qui transmettra.

LES DEUX MAMELLES DE LA CONFEDERATION PAYSANNE : NEO-GAUCHISME ET REFORMISME

Placés sous les feux de l'actualité, la Confédération paysanne et l'un de ses responsables José Bové ont occupé la une des journaux pendant presque une semaine; les déclarations navrantes de ce dernier à sa sortie de prison (appel à constitution d'un front unique contre la mondialisation au-delà de tous les clivages politiques, appel à rencontrer Jospin et Chirac, présence à la fête des Stals du père Hue-bu...) devraient suffire à refroidir les sympathies que ce mouvement avaient fait naître chez certains de nos compagnons. Bien sûr, il ne faut jamais confondre un mouvement et son leader maximo; cependant, et pour couper court aux diagnostics genre "Médiatite aiguë

ayant entraîné une bouffée de mégalomanie suite à d'intenses pressions récupératrices", je prétends que ce mouvement n'a jamais été autre chose que ce qu'il paraît être aujourd'hui : fortement désireux d'être reconnu par les Pouvoirs Publics, fortement désireux de sortir de l'ombre que lui fait la FNSEA (on est en plein remake de CFDT contre CGT des années 70 !).

Eleveur depuis une vingtaine d'années dans le Lot, j'ai lu leur presse (le mensuel "Campagnes Solidaires"), j'ai fréquenté leurs militants. Je n'ai plus aucune illusion sur leur radicalité et je me propose de tenter de dissiper les derniers doutes...

1 - LES ORIGINES DU MOUVEMENT - LE PERE FONDATEUR - LES "TENDANCES"

Le leader charismatique des Travailleurs-Paysans des années 60-70 s'appelait Bernard Lambert, ancien de la JAC (Jeunesse Agricole Catholique), ancien député MRP, il deviendra membre du Bureau national du PSU dans les années 70. La Confédération Paysanne est issue de ce mouvement et regroupe en son sein, comme il y a trente ans, des gens d'horizons divers : des espèces de chrétiens de gauche (Mouvement de la jeunesse rurale et catholique - eau bénite à tous les étages- des pages de Campagnes solidaires leur

sont consacrées de temps en temps), des proches du P.S., des proches des Verts, des sympathisants trotskistes et, comme partout peut être, des gens sincères qu'on abuse, et aussi des gens qui auraient été, il y a très longtemps, des "libertaires", voire des situ, mais qui ont bien changé.

2 - ACTIONS FAUSSEMENT DIRECTES MAIS REELLEMENT MEDIATISEES

Intelligemment utilisés, les anciens du Larzac ou de Nanterre vont assurer le côté faussement "action directe", auréolés de leur prestige d'anciens radicaux. Quelques exemples :

- A Toulouse, aux grands moments de l'épisode "vache folle", des militants de la Confédération Paysanne investissent les locaux des Douanes (objectif : recherche d'une disquette sur les farines animales). FR 3 était là, SUD aussi.

- Lors de très nombreuses opérations de déchargement sauvage de camions transportant de la viande ovine néerlandaise, présence de la presse et de flicaille relativement bienveillante.

- Démontage du Mac Do de Millau en présence de La Dépêche...

A ma connaissance, pratiquement toutes les actions d'éclat de la Confédération Paysanne ont toujours été médiatisées. En cela, la C.P. reste dans la tradition du mouvement paysan qui ne peut exercer en pratique de droit de grève et qui donc doit trouver d'autres moyens d'action, souvent à la limite de la légalité. Ces actions "illégalistes" sont simplement menées avec plus d'intelligence et de discernement, les cibles plus judicieusement choisies qu'à la FNSEA. L'action musclée vient simplement appuyer une stratégie réformiste.

3 - LA SEDUCTION

La séduction qu'exerce la C.P. sur un certain nombre de Compagnons s'explique en partie

par la méconnaissance qu'ils ont de l'autre face de ce syndicat : "Robin des bois casse tout" mais, dans le même temps, il s'appête à négocier à la table des grands (négociations de Seattle), mais, dans le même temps, il est prêt à jouer les intérêts des capitalistes français contre les capitalistes américains (pour des léninistes, ça s'appelle "jouer des contradictions internes au capitalisme").

4 - LA C.P. VEUT DES SIEGES

Aux dernières élections professionnelles en 95, la C.P. obtient 19 % des voix au plan national. Elle s'efforce de siéger dans toutes les commissions possibles et imaginables pour, bien sûr, y défendre la cause sacrée des petits et de l'agriculture propre. En Loire-Atlantique (fief historique des Travailleurs Paysans), la Confédération Paysanne sort victorieuse des élections de 1995 (seul département où elle soit majoritaire). Elle s'empresse de tendre la main au syndicat FNSEA, pourtant honnie et vilipendé, pour une cogestion de la Chambre d'agriculture. Toujours le souci du vaste consensus sans doute ?

Pour l'horizon 2001, les grandes manœuvres électorales professionnelles ont commencé, la C.P. a bien l'intention de se placer. Actuellement, elle dispose déjà de permanents, qualifiés d'animateurs (en fait, des emplois-jeunes). Dans une petite ville comme Figeac

(9 000 habitants), la C.P. dispose d'un local et d'une "animatrice"...

5 - QUI BENE AMAT, BENE CASTIGAT

En bon français, celui qui aime bien châtie bien. La gauche plurielle aime la C.P., bien sûr, il faut que force reste à la loi. C'est pourquoi tonton Jospin a tapé sur les doigts du vilain petit Robin des Bois. Mais pas trop quand même. Les industriels du Roquefort ont participé au règlement de la caution : souvenons-nous du motif N° 1 du démontage du Mac Do de Millau : contre les taxations des produits français aux States.

La C.P. et ses gens sont persuadés que ce système est aménageable et réformable, que l'on peut utilement contrer le système de l'intérieur, que l'on peut apparaître impunément dans le ballet médiatique sans être immédiatement happé. Un certain nombre de leurs militants est impliqué dans la gestion communale : conseillers municipaux, maires adjoints, etc.... Quand ils sortent de prison, des conseillers généraux socialistes viennent à leur rencontre avec des sandwiches qu'ils partagent avec les matons. Ils s'accommoderaient bien d'un monde où la marchandise et les légumes seraient propres, le commerce équitable.

Nous n'avons rien à attendre d'eux.

Paul.

ETIENNE GUILLEMEAU

Ceux qui l'ont connu l'ont aimé. Etienne était un homme profondément humain et bon. D'une bonté et d'une humanité pétries d'idéal libertaire. Il était un homme de convictions. Il savait les défendre, et avait mis sa vie en accord avec elles, même aux moments les plus difficiles de l'Histoire. C'était un homme droit et intègre. Nous avons appris sa mort avec émotion, une émotion dont ne peuvent pas rendre compte les mots. Il est parti sans fleurs ni couronnes et sans discours, comme il le souhaitait, mais entouré de l'affection de ses nombreux amis. La CNT-AIT perd un de ses fondateurs, mais surtout un vrai copain. A Rose, sa compagne, à tous les siens, nous disons ici notre amitié et notre chagrin.

Félix.

Moi je suis de la CNT, la vraie ! La CNT / AIT ! J'suis un dogmatique comme dit la clique parisienne de la rue des Vignoles (1), j'suis un violent ! Un con qui croit encore à l'anarchie ! Et à l'anarcho-syndicalisme. Je ne vote pas. Dans ma boîte, je ne négocie pas, je ne suis pas délégué du personnel. Et dans les luttes, je n'ouvre pas ma gueule à la place des autres. Je défends la démocratie directe en assemblée générale, sans magouille entre syndiqués, sans jouer à l'encartage. D'ailleurs comme on dit au syndicat, on veut pas des cartes, on veut des militants. J'aime pas les journalistes, les patrons, les matons, les juges, les curés... et j'aime pas non plus les faux anars, les trosko sans troupe, les gauchos en mal de notoriété.

Le samedi 7 Août, j'étais à un camping de la CNT / AIT, dans les gorges de l'Aveyron. Les premiers levés venaient de croiser les derniers couchés. Le "Monde" du jour traînait sur la table. Lorsque j'ai lu en première page : "*Le retour des anars. Lire page 5*", j'ai tout de suite cru que la journée était foirée. Les Guignols venaient de se payer leur page de pub estivale ! Les mouches qui tournaient autour du café ont commencé à me faire chier. La confiture s'est cassé la gueule de la tartine. Guy a ouvert le journal, lu trois mots, hurlé trois jurons, et l'a balancé sur la table, le coin inférieur droit de la page 5 trempant dans mon café. Heureusement, ce coin-là, c'était une pub pour des sommiers MOBECO ! Après, un copain du camping nous a lu toute la page à haute voix. C'était pas facile de suivre, parce que toutes les trois lignes, il y en avait un qui se marrait. "*Le modèle de la CGT espagnole*". Ouaff, ouaff, ouaff ! "*Chirac au secours de la CNT*". Re-ouaff ! Et pile au moment où le copain lit un délicieux passage sur le S.O. des Guignols "*Les cow-boys sont partis et on a intégré des filles...*", Antoine se ramène avec une photocopie d'une page du web, où l'on voit un type debout bras

croisés façon gonflette, crâne semi-rasé, qui trône devant une grande affiche rouge et noire avec inscrit dessus "*CNT, un syndicat de combat*". "C'est un gars du S.O." dit-il. Tout le monde se marre : "V'là un syndika ka des kouilles", lance Annette, hilare. Puis la tranche de rigolade s'arrête car il faut préparer le débat du soir sur les O.G.M.

Je n'ai repris ma lecture de la page 5 enconfiturée du Monde que tard dans l'après-midi. Tranquillement, vauté au pied d'un chêne, sans sommier MOBECO, mais sur une herbe tendre et moelleuse, je l'ai lu tranquillement, comme on se délecte quand on est même d'une tranche de confiture un peu passée, trouvée au fond d'un placard. Je lis, je lis, je lis. Et à mon grand étonnement, les mouches disparaissent, la confiture sèche et le soleil me chauffe les pieds. Au fond, elle est très bien cette page du Monde. Elle officialise le réformisme des Guignols : participation aux élections de délégués du personnel, et à celles de représentants aux comités d'entreprises (mais là, d'après le journal, il faut une dérogation ! De qui ?...), mise en place d'un Service d'Ordre, apologie de la CGT espagnole et de la SAC, ces syndicats réformistes (2), négation de la réalité d'une CNT espagnole toujours vivante et bien active, drague du côté des marxistes de tous poils, l'essentiel est dit. Mais qu'est ce que ça a à voir avec l'anarcho-syndicalisme ? Qu'est ce que ça a de libertaire ? C'est du SUD, de la CGT Marseillaise, mais ça n'a rien à voir avec la démocratie directe. C'est comme ma tartine de confiture quand j'étais même. De loin elle paraissait délicieuse, mais à bouffer c'était dégueulasse. Y'avait plus de parfum de fraise, plus de sucre, juste la couleur rouge de la confiture et la croûte noircie de la tartine. Sur les Guignols, j'ai un peu mon idée. Il y a la clique des vieux crabes à Paris qui dirige la boutique d'une main habile : décisions en comité restreint, lèche-cul médiatique permanent, rétention des

informations vis à vis des syndicats, tout est bon pour faire du nombre, du spectacle. L'essentiel, c'est de passer à la télé ou dans le journal. À défaut d'exister dans les luttes, existons dans la lucarne ou dans le pré carré de la "belle gôche-côche parisienne": "Quand l'anar fait peur, soyons syndicalistes révolutionnaires. Lorsqu'il devient sympathique, soyons anarcho-syndicalistes". Bon, tout ce petit monde, je connais. Mais les autres, tous ces mecs que j'ai vu à Strasbourg, à Lyon ou à Paris, tous ces mecs qui tombent sur le cul lorsqu'on leur parle du pourquoi de la scission, des pratiques de la clique de Paris, de la CSL (3), qu'est ce qu'ils vont penser en lisant le Monde avec ou sans confiture ? Les réformards et les marxistes incurables en mal d'organisation au look "révolte branchée" y trouveront leur compte, mais les autres, les libertaires, ceux qui veulent vraiment un syndicalisme de rupture, ceux qui ne supportent pas le syndicat des petits chefs, des combines, des starlettes rouge et noir, ceux qui ne veulent pas d'un syndicalisme "grande gueule - lèche-cul" qui gueule dans la rue un jour contre le préfet, et s'assoit à ses côtés le lendemain pour se payer une commémoration sur le dos de la révolution espagnole (4), ceux qui ne supportent que d'autres parlent et décident en leur nom, Ceux là, la page 5 du monde va les faire gerber leur tartine, avec ou sans confiture. Tous ces mecs sincères et libertaires vont gueuler, hurler, demander des comptes à la clique, mesurer la hauteur de confiture dans le pot, la goûter (trop tard), chercher la tartine ! Il va falloir qu'ils choisissent.

Parce que si la clique parisienne aligne son programme électoral sur celui de SUD, et l'affiche enfin au grand jour, ce n'est pas sans raison. Le strapontin tendu par le socialo Cambadelis dans la même page "*la CNT : ...une des principales organisations radicales...*" en dit long, comme le regret de Krivine, nouvel élu, nouveau parrain, "*ils captent bien* (les

Guignols)... mais ce serait mieux s'ils étaient moins antitroskistes." Tout ce joli monde de la gôche des urnes, craignant que les idées libertaires ne fassent des petits et des bras chez ceux qu'ils ont trahis, cherchent à canaliser toute cette révolte dans un monde policé, à l'anarchisme négociant et à la liberté représentative. Quant à la clique parisienne, à défaut de révolution, bien incertaine à leur âge, une image de révolutionnaire sympathique et non dangereux fera l'affaire et les affaires. Ça met toujours un peu de confiture sur le pain.

Finalement, la journée fut bonne. Le soleil s'est couché. Les derniers levés ont croisé les premiers couchés. On a fait un bon débat sur les OGM. Un copain de Golfech est venu nous parler de leur lutte. Un autre de la Confédération Paysanne nous a donné un clair aperçu de l'étau économique où le capitalisme les maintient. J'aurais bien aimé que deux ou trois jeunes des Vignoles soient là. On leur aurait fait goûter de la vraie confiture !

(1) Siége de la scission de la CNT-AIT

(2) Voir nos précédents numéros : la CGT Espagnole syndique des flics mais aussi des matons !

(3) Longue histoire : A COMATEC, les élus des Vignoles ont adhéré ... au syndicat d'extrême droite CFT ! Pas rancunier, les Vignoles fait ensuite un tract commun avec ce "syndicat" !

(4) Les Vignoles ont participé, aux cris de "Bourquin, salop le peuple aura ta peau" à une manifestation nationale à Perpignan contre le projet de loi prévoyant le travail obligatoire pour les RMistes (Voir CS de nov. 98). Or, voici à peine quelques semaines, les Vignoles ont organisé avec ce même Bourquin, Président du Conseil Général, en grande pompe, une "commémoration" de l'arrivée des Espagnols en France ! La CNT-AIT de Perpignan a gâché cette manifestation de salon en rappelant haut et fort qu'un véritable anarcho-syndicaliste refuse cette mascarade politicienne.

FORUM LIBERTAIRE SOCIAL EDUCATION SANTE

Les militants peuvent-ils être des travailleurs sociaux ? A quoi servent les syndicats, les décharges syndicales, les délégués syndicaux ? Où en est l'enseignement des langues vivantes dans le primaire ? Autant de questions soulevées par "Forum libertaire", qui contient également des débats sur l'enseignement des langues régionales et les dernières grèves lycéennes. Cette feuille, née de la volonté d'échange, de réflexion et d'informations d'adhérents de la CNT-AIT et de sympathisants travaillant surtout dans les secteurs de l'éducation, du social mais aussi de la santé, est disponible dans tous les syndicats de la région et peut également être demandée au journal par tout lecteur intéressé, que ce soit pour sa propre information ou pour diffusion autour de lui (Préciser le nombre d'exemplaires).

UN AUTRE FUTUR REYNERIE BELLEFONTAINE

Editée par la CNT-AIT, rédigée par les adhérents du quartier, et ouverte à d'autres opinions des habitants, la feuille "Un autre futur", partiellement bi-lingue est distribuée à l'ensemble des familles de Reynerie et Bellefontaine. Cette fois-ci, on y parle du prix de l'eau (en particulier de l'eau chaude), toujours exorbitant dans ce qui est pourtant un des quartier les plus populaires de Toulouse. On y trouve également des informations sur l'inégalité de répartition des richesses (entre les grosses fortunes du monde et les pays les plus pauvres). La condition des femmes et des filles est également abordée : "Une femme n'appartient ni à ses parents, ni à ses frères"

POUR UN FESTIVAL OFF A TARASCON

Nous invitons toutes les personnes en possession de film, vidéo, matériel graphique sur la Résistance (sous toutes ses formes), désireuses de monter un festival off à Tarascon à prendre contact avec le syndicat de Foix.

LE BILLET DE GEORGES

Il est scandaleux que "Air France" ait fait payer double place à un obèse et refusé d'embarquer un trisomique : ils avaient leur billet. Ils avaient même des papiers !

Idée pour tous les sans-papiers : si vous pouviez vous mettre dans le même état morphologique ... il n'y aurait plus d'expulsion ! On peut rêver. C'est serait mieux que le cauchemar de voir le ministre des transports s'insurger contre cette attitude, alors que, tout comme ses grands frères soviétiques de l'époque, il fait surtout preuve de cynisme.

Georges.

"Le Combat Syndicaliste - Lettre du CDES" ne vit que de ses ventes et de ses abonnements. Si vous l'appréciez, n'hésitez pas, renvoyez ce bon avec un chèque à : CNT-AIT, 7 rue St REMESY, 31000 TOULOUSE.

ABONNEMENT UN AN :

Normal : 50 francs; Abonnement de soutien : 100 fr. ou plus.
A verser au C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse.

Nom : Prénom :

Adresse :

SUIVE DE LA PAGE 6

Quant à la liberté, c'est vrai que les plus forts ou les plus malins peuvent se servir sur les plus faibles en cigarettes, argent de poche ou sexe.

**"Ebranlée, triste,
mais décidée à agir"**

Stupéfaite dès mon arrivée à Mindin, je fus ébranlée, triste, mais résolue à ne pas quitter cet établissement sans agir.

Je savais que ce ne serait pas facile. Ce fut extrêmement pénible et difficile, je découvris une organisation soudée et impénétrable. J'informai la Ligue des Droits de l'Homme locale, qui organisa une réunion sur Saint Nazaire en présence de responsables de l'établissement. Il fut établi que ce que j'affirmais était réel. Les syndicats présents eurent une attitude odieuse, sauf le délégué CGT, qui témoigna même de ce qu'il avait vécu. Mais par la suite, la CGT se désolidarisa. Il faut dire que, contrairement à FO ou la CFDT, le délégué CGT est en bas de la hiérarchie, et que ce syndicat est le moins fort dans l'établissement. D'autres syndicalistes m'ont reproché mon manque "d'esprit de classe". Quant à la Ligue des Droits de l'Homme, les membres que je contactais ne sont pas sans relations avec la mairie de Saint Nazaire et on m'y dit finalement qu'il "n'était pas vraiment souhaitable de faire des vagues". J'écrivis aussi à la DASS, qui me menaça, et plusieurs lettres détaillées au Procureur, qui ne donna pas suite.

Au fur et à mesure, la répression se faisait plus lourde : pétition du personnel, réflexions en tous genres, injures, notations catastrophiques (ce qui influe sur l'avancement et la retraite) ; on me laissait parfois seule dans un service au mépris de la sécurité. Bien



sûr, je n'ai pas pu tenir.

Mes arrêts maladie étaient de plus en plus fréquents. Aujourd'hui, je suis arrêtée pour "état dépressif réactionnel". J'ai aussi écrit à l'inspecteur de la sécurité sociale, qui a transmis mon courrier à son collègue chargé des établissements médicaux et sociaux, mais d'après ce dernier, seule la DASS peut intervenir pour une enquête sérieuse... Celle-là même qui, non seulement, refuse de consulter les documents que je lui indique (cahiers de transmission, dossiers...), mais me demande, en plus, de respecter ce qu'elle appelle "l'obligation de réserve".

Maintenant, l'établissement a bien changé du point de vue des locaux, mais la mentalité reste la même. J'ai envoyé une dernière lettre au délégué CGT, lui demandant l'avis de son syndicat sur le manque et la mauvaise répartition du personnel entre services, et sur les critiques faciles de ce personnel contre les plus bas échelons, mais jamais contre certains "thérapeutes" très bien payés qui ne travaillent jamais dans les services et ne parlent même pas aux résidents. Ce courrier n'eut pas de réponse.

Chantal

LES ACTIONS ANTI-OGM VIDEES DE LEUR SENS

Depuis la destruction de maïs transgénique dans les silos de Novartis à Nérac, beaucoup d'actions ont eu lieu à travers la France : destruction de champs de maïs et de colza transgéniques, destruction d'un laboratoire à Montpellier et de sa parcelle expérimentale de riz génétiquement modifié... Tout ceci au nom de la Confédération Paysanne. Récemment, ce fut le chantier d'un Mac Donald's à Milhau qui fut démantelé et réparti en divers endroits. Cinq personnes de la Confédération Paysanne ont été arrêtées à cette occasion. Quatre ont été libérées sous caution (contre 420 000F) ; le cinquième, José Bové, après s'être livré, a été gardé en détention à la prison de Montpellier.

Évidemment, l'imMonde journal, parmi tant d'autres, ne vit dans cette action qu'une protestation des producteurs de Roquefort et de foie gras contre la surtaxation de leurs produits par les Américains. L'action contre MacDo ne relève évidemment pas de cet anti-américanisme primaire, mais bien de ce qu'incarne par-dessus tout ce genre d'entreprise, à savoir la bouffe industrielle et les grosses transnationales qui décident de ce que nous devons produire et manger. Les agriculteurs, dans tout cela, aux ordres des banques et des chambres d'agriculture, ne sont que des exécutants dociles, d'ailleurs sélectionnés sur ce critère.

Dans cette course aux profits, nous ne sommes que des pions consommateurs, des cobayes de leurs manigances. Comme pour le nucléaire et la chimie, nous n'avons pas les moyens de prouver les conséquences sanitaires à retarde-

SUIVE AU VERSO

SUIVE DU RECTO

ment (maladies, décès, malformations...) imputables à leurs délires et à leur logique de rentabilité et de domination. La lutte contre les OGM et les manipulations génétiques ne doit pas se limiter au domaine agricole. Globalement, c'est d'une guerre à la vie qu'il s'agit, en détruisant peu à peu les bases biologiques de notre existence, ainsi que les équilibres et les processus naturels. Nous nous enfonçons, avec les OGM, dans un monde de plus en plus artificiel qui se révélera tout aussi efficace qu'une camisole chimique pour nous faire tenir sages.

Ce système totalitaire peut nous rendre totalement esclaves, mais en sommes-nous si loin aujourd'hui ? Il suffit de regarder comment la soumission s'est accentuée ces dernières années face à des conditions d'existence pourtant de plus en plus dégradées, pour comprendre à quel point il ne sera pas facile de se libérer d'un tel système, qui sait si bien acheter les gens comme les choses, déposer même des brevets sur le vivant et faire qu'un remède soit aussi néfaste que le mal qu'il est sensé soigner. Le modernisme et son prétendu progrès scientifique ne sont peut-être plus pour très longtemps ce masque de cuir qui essaie de cacher la lèpre capitaliste.

Les risques multiples liés à ce fameux "génie génétique" * rendent légitimes les actions menées. Il s'agit de s'opposer à ces Etats soit disant démocratiques et à ces firmes multinationales (Monsanto, Rhône-Poulenc...) qui nous imposent des dizaines d'essais grandeur nature partout en France, ainsi que les risques inhérents aux thérapies géniques (eugénisme...), ceci sous couvert d'une convention éthique, donnant carte blanche à l'expérimentation sur l'embryon humain (rectificatif du Monde du 21/08/99), tout en sachant très bien qu'on ne peut garantir qu'une convention ne sera pas reniée ou détournée.

Depuis l'arrestation de José Bové, la Confédération Paysanne semble vouloir se focaliser sur les Mac Donald's. S'agirait-il d'un retournement ? Mai, d'autres actions ont lieu, comme celle révélée par la Nouvelle République du Centre Ouest du 14/08/99, qui fait état de la destruction d'une parcelle de maïs transgénique par "des engragés en campagne". Ou encore cette action menée contre le siège de l'INRA à Paris, le 31/08/99 (où un Comité de soutien à José Bové a placardé des affiches et inscrits des slogans dans le hall d'accueil comme : "*Public ou privé, les biotechs sont les sciences de la mort*" ou "*L'ordre génétique mondial lutte contre la liberté*"). On peut s'étonner de voir des membres d'organisations politiciennes ne pas se contenter d'un soutien symbolique et récupérateur, et passer ainsi à l'action, avec une telle radicalité. Nous ne pouvons que nous en réjouir. Mais du sens réel de ces actions et des mots d'ordre qui allaient avec, que reste-t-il aujourd'hui ?

Le légalisme d'une grande partie de la Confédération Paysanne, les manœuvres de récupération de la FNSEA et l'orchestration des médias, qui insistent lourdement sur les manifestations et les actions corporatistes des producteurs de fruits et légumes etc..., ont peu à peu transformé cette révolte en une lutte d'agriculteurs français contre l'Amérique tout entière, voire contre la mondialisation et l'OMC.

De cette échappatoire, tous les conservateurs et les partisans d'un repli nationaliste ou réformiste, de l'extrême droite à l'extrême gauche, sont au rendez-vous, afin de récupérer cette lutte pour leur propre intérêt. N'est-ce pas cela, l'unique raison de leur soutien à José Bové ? N'a-t-on pas vu jusqu'à Mégret, Pasqua et Lutte Ouvrière, (avec ses positions si "pro-scientistes" pro-OGM), participer ainsi à mieux détruire le sens de ces

actions, le sens même de la lutte anti-OGM ?

Encore une fois, que pouvons-nous attendre des politiciens quels qu'ils soient, qui n'aspirent logiquement qu'à gérer le système, de syndicats qui collaborent à celui-ci, de médias qui sont avant toute chose la propriété de gros financiers ? L'information n'est pour tout ce beau monde, qu'un outil d'endoctrinement afin de garantir leur pouvoir et leur petite place.

Le remède possible à nos yeux si nous voulons que cela change face à ce scénario qui a tendance à se reproduire systématiquement dans d'autres domaines, nous semble être un fonctionnement en réseaux d'individus, d'organisations, d'associations, ayant les mêmes intérêts, qui pourraient se transmettre l'information, voire se concerter pour une diffusion massive de tract et ainsi la faire connaître à la population. Nous restons persuadés que seule une telle démarche active envers la population peut contrarier efficacement ces manigances médiatiques qui nous bouffent la vie et faire aussi, par la même occasion, que le mécontentement puisse prendre de l'ampleur. N'hésitez pas à nous écrire pour nous dire ce que vous en pensez ou pour agir dans ce sens.

C.N.T.-A.I.T. Essonne



* "**Remarques sur l'agriculture génétiquement modifiée**", à commander aux éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 74 rue de Ménilmontant Paris 10°.

Nous connaissons l'importance des médias dans la véhiculation des idées. Surtout en milieu militant. Bourdieu, après les nouveaux philosophes et après Sartre... Le Diplo, Charlie, après Libération et après Combat. Tous ont ce point commun qu'il s'agit du point de vue de l'élite intellectuelle, qui n'est jamais en faute de se tromper. Le recul est cruel. Ainsi, il y a des paroles, un temps à la mode, qui vivent ce que vivent les roses. Rappelons simplement l'article "Septembre rouge" dans lequel "Le Monde Diplomatique" prévoyait une flambée de luttes sociales pour la rentrée 1996.

Cette tendance à se tromper avec son maître, nous devrions en être vacciné, nous qui ne connaissons pas de chef.

Ce que dit tel militant vaut, en effet, ce que dit tel autre et doit être passé au tamis de notre libre arbitre, au travers de la discussion et du débat collectif. C'est souvent une très bonne protection contre les idées reçues et les idéologies dominantes. Comme cela a été vérifié dans notre fonctionnement, cette démarche nous a permis historiquement de résister au fascisme, de ne pas nous laisser séduire par les nationalismes, bolchevisme, religions, mysticisme et autres dogmes. Voilà pourquoi les titres universitaires, les décorations, les fonctions, les honneurs..., la vie a pu nous en affliger, mais c'est au vestiaire du syndicat que nous devons les laisser. Or, il est fréquent dans les milieux libertaires que, par une espèce de perversion, la soif de connaissance se transforme en appétit de reconnaissance. On devient alors universitaire-libertaire, chercheur-en-anarchie, docteur-es-syndicalisme... Rien de plus ridicule et de plus dangereux.

Car passer de la connais-

sance à la reconnaissance, est une attitude qui a toujours conduit le mouvement révolutionnaire à des déboires. " Ce sont toujours les hommes à casquettes qui meurent sur les barricades et ceux en chapeaux qui en profitent ", disait-on autrefois. Quand ces derniers ne trahissent pas purement et simplement !

Aujourd'hui, on peut constater que cet état d'esprit où la flagornerie côtoie la prétention, pour finir en ridicule, a parfois cours dans notre propre organisation... Untel a eu un prix en linguistique, un autre a écrit un livre bateau ou réalisé un film, un troisième descend d'un compagnon illustre, et les voilà propulsés sur le devant de nos publications avec titres honorifiques à la clé. Les Vignoles, en leur temps, ont eu le ridicule d'annoncer en première page de leur journal l'adhésion d'un auteur de romans policiers de série Z et d'un dessinateur très moyen de Charlie Hebdo. Comme si ces adhésions avaient plus d'importance que d'autres.

Pour ma part, même s'ils s'étaient appelés Michel Ange ou Victor Hugo, j'aurais trouvé cela déplacé dans une organisation qui réclame l'égalité.

Maintenant, ce sont Halimi ou Chomsky que certains d'entre nous transforment en adhérents virtuels, voire en porte-parole de l'anarcho-syndicalisme. Si respectables soient-ils, ces hommes n'en sont pas moins, comme

nous tous, imparfaits, et il est dangereux de les investir d'un pouvoir intellectuel par délégation. Cela est d'autant plus étonnant que cette absence d'esprit critique vis-à-vis des gens, qui somme toute ne sont pas des compagnons et qui ne participent donc pas à la vie confédérale (et à ses vicissitudes), se double à l'égard des compagnons militants, qui eux paient de leur personne, d'accusations de prise de pouvoir... par domination intellectuelle.

Pense-t-on réellement qu'après avoir bien écrit que Chomsky ou Halimi sont des anarcho-syndicalistes, qu'après les avoir bien flattés, ils attendront pour s'exprimer publiquement le mandat d'un congrès, d'un C.C.N. ou d'une simple assemblée de militants ? Non, car ce sont des intellectuels professionnels qui par essence, et cela est leur droit, sont indépendants de toute pensée collective, et qui bien souvent, hélas, auront une trop haute idée d'eux-mêmes pour s'y conformer.

Le danger est là : en nous réclamant d'eux, nous nous lions à leurs actes. Ils auront toujours les moyens de faire et dire ce que nous pensons, certes, mais ils auront aussi quelquefois celui de faire et dire ce que nous ne pensons pas. Rien de plus éloigné du pacte associatif qui est le nôtre.

La C.N.T. à parfois souffert par le passé de ce type de dérives où le culte de la personnalité prenait le pas sur la défense des idées mais, cette fois, ce n'est pas dans des circonstances exceptionnelles, comme une révolution ou un coup d'état fasciste que cela se passe. Nous vivons au contraire à une époque dans laquelle nous pouvons agir avec un minimum de cohérence. La C.N.T. doit choisir sa voie entre une organisation de masse libertaire et égalitaire ou un cénacle de sociologues byzantins, d'étudiants éternels et d'exégètes de bouquins à la mode.

Juan Pueblo



L'Algérie est toujours en guerre. L'Armée, les Affairistes de la politique et les Intégristes de tout poil continuent de prendre la population en otage, de pratiquer le meurtre et la terreur. Dans ce climat de peur et d'oppression, des syndicalistes se battent pour défendre encore un espace de liberté et des conditions de vie décentes. L'un a écrit au C.S. pour parler des luttes dans le domaine de l'éducation. Bien que nous ne partagions pas toutes ces analyses sur le rôle du syndicalisme et ces modes d'action, nous publions sa lettre car elle parle d'une Algérie inconnue des grands médias et de luttes gardées sous silence...

La rédaction.

Le conflit CNES (Conseil National des Enseignants du Supérieur) - MESRS (Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique) dure depuis 1991, toujours autour de revendications salariales principalement. En novembre 1991 déjà, les enseignants universitaires étaient sortis dans la rue et avaient essayé de faire un rassemblement pacifique devant le siège du gouvernement ; ils ont été délogés à coups de matraques par les forces de l'ordre.

Las de voir leur situation sociale se dégrader, et ne pouvant plus de ce fait assumer pleinement leur travail, les enseignants ont déclenché fin 1996 un mouvement de grève à l'échelle nationale ; la grève s'imposait, en l'absence d'écoute des pouvoirs publics. Malgré la durée de la grève (3 mois en pleine année universitaire), les responsables du secteur et les autorités du pays ont utilisé tous les moyens possibles et imaginables pour casser le mouvement de grève et le syndicat autonome des enseignants : intimidations, mises en demeure, blocage des salaires, tentatives de division... Les enseignants ont arrêté leur mouvement de grève à la mi-janvier 1997 pour sauver ce qui restait de l'année universitaire, sans que leurs revendications ne soient réellement prises en charges ; seul acquis arraché lors : une augmentation négligeable des salaires et la promesse ferme des autorités de tutelle d'élaborer avant la fin de l'année universitaire le statut particulier de l'enseignant-chercheur universitaire.

En 1998, la situation sociale et les conditions de travail de l'enseignant se sont encore dégradées. Sur cette base, les délégués syndicaux avertissent les autorités de tutelle qu'en absence d'une prise en charge

sérieuse des doléances des enseignants, une grève nationale serait déclenchée à la rentrée suivante (octobre 1998). La grève a donc démarré le 17 octobre 1998, avec comme principales revendications la revalorisation des salaires et l'élaboration du statut particulier de l'enseignant-chercheur. Pendant 3 mois, silence radio de toutes les autorités du pays malgré les appels répétés du CNES à des négociations, malgré des marches et des manifestations des enseignants dans plusieurs villes universitaires, malgré trois rassemblements pacifiques (réduits à cela à cause de l'interdiction, y compris par la force, des marches prévues) des enseignants en plein centre d'Alger. A signaler que les enseignants ont même été empêchés par la force d'accéder à leur ministère de tutelle le 11 décembre 1998, date de leur premier rassemblement à Alger. Au cours des manifestations, des enseignants et des enseignantes qui brandissaient leurs stylos pour signifier que c'était la seule arme dont ils disposaient, ont été tabassés par les forces de l'ordre. A signaler aussi que des bus emmenant des enseignants de l'intérieur du pays à ces rassemblements ont été interceptés sur le périphérique et empêchés de rejoindre Alger et le lieu du rassemblement.

Pendant trois mois donc, tout se passait du côté des pouvoirs publics et même des médias du secteur public, comme s'il ne se passait rien. La quasi-totalité des établissements universitaires du pays bloquée ou fortement perturbée dans leur fonctionnement, près de 10 000 enseignants (sur 15 000 au total) en grève, la majorité des 500 000 étudiants de l'université privés de cours, tout cela était apparemment négligeable, en tout cas pas assez important pour

amener les responsables du secteur à se pencher sérieusement sur les revendications des enseignants et à essayer de trouver une issue au conflit. La seule initiative prise par le pouvoir pendant ces 3 mois a été le blocage, à partir de novembre, des salaires des enseignants, et cela en totale contradiction avec les lois régissant les conflits du travail. En effet, une circulaire ministérielle datant de 1991 prévoyait dans ce type de conflit une ponction de 3 jours de salaire par mois pendant toute la durée de la grève, si celle-ci est légale, ce qui était le cas. Il faut relever ici la légèreté avec laquelle les premiers responsables du pays bafouent les lois qu'ils ont eux-mêmes élaborées. Se rendant compte de leur erreur, et en réponse à la plainte déposée par le CNES auprès du tribunal, ils ont façonné dans la précipitation une autre circulaire, datée du 25 novembre 1998, qui leur permet de suspendre totalement les salaires.

Pendant cette période, les enseignants se sont organisés (au moins une assemblée générale hebdomadaire dans chaque établissement) pour subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles. Des bons de solidarité ont été édités et distribués par les enseignants eux-mêmes dans leur entourage. Les fonds ainsi collectés ont permis de parer au plus pressé pour les plus nécessiteux d'entre eux (distribution selon les besoins). Sinon, les circuits habituels de solidarité (amis, commerçants, familles, connaissances...) ont permis à de nombreux enseignants de tenir le coup.

Un espoir de voir le conflit se terminer est né fin janvier 1999, avec nomination d'un nouveau 1er ministre qui a donné instruction au ministre de l'enseignement supérieur de recevoir et écouter les enseignants. Ce qui fut fait, mais après plusieurs réunions, il fallait se rendre à l'évidence : les pouvoirs publics ne voulaient rien céder et tenaient invariablement le même discours "reprenez le travail et on verra". Assez rapidement, l'analyse suivante s'imposait : ce qui dérange les autorités, ce n'est pas tant de répondre, au moins en partie (le CNES était prêt à faire des

concessions), aux doléances des enseignants, mais c'est surtout le fait de satisfaire les revendications d'un syndicat autonome, un cadre d'organisation érigé par les enseignants en dehors des rouages du système ; une "victoire" aurait donné à réfléchir à d'autres travailleurs, d'autres secteurs...

Après l'échec des réunions CNES-MESRS, les responsables du secteur se sont souvenus (après 4 mois de grève !) de l'existence d'une législation du travail qui prévoit, dans ce type de conflit, un règlement reposant soi-disant sur une médiation, en fait sur une procédure contrôlée par l'Etat et son complice l'UGTA. La décision rendue par la CNA (Commission nationale d'arbitrage) a été la suivante : Il était ordonné, dans une première partie, aux enseignants grévistes de reprendre immédiatement le travail. Dans la 2ème partie, il était ordonné à la tutelle la mise en application d'un certain nombre de mesures en faveur des enseignants. Le texte de cette 2ème partie reprend en fait mot à mot une série de propositions - plutôt simulacres de propositions - faites par la tutelle aux délégués du CNES un mois auparavant, lors des réunions MESRS-CNS, et rejetées alors en bloc par les représentants des enseignants.

Cette procédure n'était en fait qu'un moyen pour les pouvoirs publics de casser le syndicat autonome des enseignants universitaires ou tout autre syndicat qui ne suit pas la voix de son maître et de museler toute tentative de mouvement de grève et de soulèvement social dans les autres secteurs. Les enseignants ont repris leurs cours le 28 février 1999, prenant acte de la décision de la CNA, mais résolus à continuer leur combat sous d'autres formes, autour de leur syndicat, le CNES, et ce, jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications.

Nidal

* Union Générale des Travailleurs Algériens (syndicat sous la botte complète du pouvoir).

Chattanooga (Tennessee), a une longue histoire de brutalités policières. Le 28 avril 1998, Montrail COLLINS, noir américain, a été abattu par un officier de police de 17 coups de feu. Le 7 mai 1998 Kevin MAC CULLOUGH, un autre noir, a été abattu à son travail par trois policiers venus l'appréhender pour des charges mineures, il était désarmé. Suite à ces meurtres, le 19 mai 1998, le Black Autonomy Copwatch organise une manifestation devant la mairie contre les brutalités policières. Il avait été promis à Lorenzo KOMBOA ERVIN, membre du Copwatch et ancien Black Panther, qu'il pourrait s'exprimer devant le conseil municipal. Cependant, quand son temps de parole arriva, il fut ignoré. Alors il prit un mégaphone et commença de dénoncer les brutalités policières, il fut arrêté et frappé par la police. Damon MAC GHEE, un autre membre du Copwatch, et Mikail Musa mohammad qui le défendaient furent aussi frappés et arrêtés.

Ils sont emprisonnés pour avoir violé la loi de "Disruption" du Tennessee qui permet d'emprisonner de simples contestataires pour délit d'opinion. Bien que cette loi viole le premier amendement de la constitution américaine garantissant la liberté de parole, ils risquent chacun plusieurs années de prison. L'enjeu de ce procès est de créer un précédent qui permette d'emprisonner d'autres contestataires.

POUR EXIGER L'ARRET DES POURSUITES CONTRE LES TROIS DE CHATTANOOGA ECRIRE A :

Bill Cox

Hamilton County District Attorney

City-County Courts Building / 601 Market Street, 3° Floor

Chattanooga, TN 37402

e mail : Billcox@hcda. Cps.k12.tn.us

Jon Kinsey

Mayor of Chattanooga

101 E. 11 th Street

chattanooga, TN 37402-1403

e mail : mayor@mail.chattanooga.gov

(Information transmise par WSA. Section américaine A.I.T./traduction : SI)

NOUVELLES DE L'EX-YOUGOSLAVIE

Durant la guerre la CNT-AIT d'Auxerre a lancé une campagne de solidarité avec les anarchistes de l'ex-Yougoslavie. Depuis, des contacts ont été noués avec des anarchistes et des anarcho-syndicalistes Serbes, Croates, Bosniaques et Macédoniens. Voici le message que nous ont envoyé les compagnons de Belgrade, après que nous leur ayons envoyé des brochures et les statuts de l'AIT en serbo-croate :

"Chers compagnons,

Le Groupe Libertaire de Belgrade (BLG - GLIB) tient à vous remercier, ainsi que toute la CNT française, pour le matériel que vous nous avez envoyé. Nous avons tout bien reçu, y compris l'argent, qui va nous servir pour faire connaître l'AIT par ici. Nous vous remercions également pour votre invitation à venir en France. Nous allons faire le nécessaire pour avoir les visas obligatoires. Notre groupe n'a pas participé aux manifestations de "l'opposition", car elles étaient en faveur d'un "gouvernement d'expert" et que nous sommes contre tous les gouvernements. En fait, ces manifestations se sont déroulées dans une certaine indifférence ici. Mais de toute façon, ce n'était qu'une connerie nationaliste de plus, où les gens chantaient des chants de Tchétzniks (nationalistes d'extrême droite Serbes)."



VÈME JOURNÉE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ & DE LUTTE AVEC LES TRAVAILLEURS DE MAC DO

De plus en plus fort contre Mac Donald's !

Le 12 Octobre 1992, Marc Hopkins, travailleur précaire, mourrait électrocuté lors de son service au Mac Donald's de Manchester. A la suite de cette mort, un groupe de soutien aux travailleurs de "L'oncle Donald" a été créé en 1994 par des militants de la SOLFED (Section Anglaise de l'Association Internationale des travailleurs, A.I.T.) et des anarchistes du Colin Roach Center. Leurs revendications concernaient les conditions de travail, l'exploitation, la précarité et le droit syndical. C'est ce groupe qui a lancé en 1995 la première journée mondiale de solidarité avec les travailleurs de MacDo.

Le système MacDo, basé sur le "profit à tout prix", la flexibilité et la précarité, symbolise la tendance ultra-libérale du capitalisme de cette fin de siècle. L'image que l'entreprise cherche à donner d'elle-même, à travers le milliard de dollars qu'elle dépense en publicité, est celle d'une entreprise humaniste dans le meilleur des mondes. Pourtant la réalité est toute autre. Dans cette méga-entreprise, les salaires sont au plus bas. La politique de profits élevés implique également un manque de personnel. Ainsi, les employés doivent travailler plus dur et plus vite et, par conséquent, les accidents sont plus fréquents. Par exemple, un autre travailleur, Michaël Jhonston était également électrocuté dans un Mac Do australien en 96. Par ailleurs, les deux tiers du personnel ont moins de 21 ans, ou appartiennent à des groupes ethniques minoritaires, c'est-à-dire, des gens qui ont peu de choix de travail et qui peuvent se

faire renvoyer à tout moment. En se vantant d'employer des jeunes sans qualification, dès la sortie de l'école et sans discrimination de sexe ni de "race", l'oncle Donald ne fait en réalité que recruter de la main d'œuvre à bon marché, corvéable et jetable à tout moment. Il y a un fort taux de renouvellement de personnel, ce qui n'a rien d'étonnant, et qui implique une quasi-impossibilité d'organiser un syndicat et de lutter pour des conditions meilleures. Quand l'instabilité du personnel rend impossible la constitution de sections syndicales pérennes, c'est souvent de l'extérieur que peut s'organiser la résistance. C'est le sens de la Journée internationale de solidarité et de lutte avec les travailleurs de Mac Do.



Détail d'un tableau de Chris Woods "McDonalds nation" 1997

Ainsi, l'exemple des actions (aussi modestes soient elles) anti-MacDo menées par la C.N.T./A.I.T. depuis 4 ans peut servir à tous ceux qui veulent s'organiser - en dehors du syndicalisme de représentation qui ressemble de plus en plus à un syndicalisme d'encadrement et de canalisation des

luttés - pour combattre partout l'exploitation. Chaque année, les syndicats locaux de la C.N.T./A.I.T. multiplient les actions qui prennent des formes diverses selon les disponibilités et les possibilités locales (voir le compte-rendu dans "Le Combat Syndicaliste de décembre 1998). Ces actions sont aussi reprises sous d'autres formes par d'autres organisations, comme le groupe anti fast food JRAF à Albi en 1997 et débordent encore plus largement encore cette année, puisqu'à Milhau, la Confédération Paysanne a tout simplement démonté un MacDo en construction. Cette belle action nous vaut le passage du "mur du çon" par le PS, Premier ministre et ministre de l'agriculture en tête, qui déclarent condamner cette action mais ... la comprendre, jusqu'au député de base, prêt à verser

l'amende pour faire libérer René Bové. Celui-ci doit être un brin surpris de cette solidarité clownesque. Ces actions se sont aussi multipliées un peu partout dans le monde (Grande Bretagne, USA, Canada, mais aussi Brésil, Nouvelle Zélande, Suisse, Slovaquie, Allemagne, Australie, Irlande, Suède...). Les motivations ne sont pas partout les mêmes que les nôtres, mais ça fait quand même plaisir de savoir que de plus en plus d'organisations

s'attaquent à ce symbole mondial du système capitaliste.

Pour cette année 1999, la date retenue pour la journée mondiale est le 16 octobre, c'est-à-dire le samedi suivant l'anniversaire de la mort de Marc. Alors, n'hésitez pas à prendre des initiatives !

xxxx